

Petit Déjeuner Centrale-Supélec à France-Amériques Son Excellence Sir Peter Ricketts Jeudi 13 mars 2014

L'Association des Supélec, l'Association des Centraliens et le Cercle France-Amériques, ont invité *Son Excellence Sir Peter Ricketts*, Ambassadeur du Royaume-Uni en France, pour un débat sur « *Le Rebond de l'économie Britannique* ».



L'Amiral Betermier, France-Amériques, et M. Patrick Teixido, de l'Association Supélec et membre de France-Amériques, ont accueilli l'Ambassadeur, ancien secrétaire général du Foreign Office et ancien conseiller pour la sécurité nationale du gouvernement britannique

Centrale et Supélec ont demandé à la société Formitel de faire un sondage auprès de 850 dirigeants parmi leurs membres pour aider à orienter le débat. Il en ressort les points suivants. Le baromètre de l'économie des dirigeants Centrale-Supélec marque une tendance moins pessimiste qu'auparavant sur la situation actuelle en France. Sur les questions : est-ce que l'Europe est une bonne chose pour le Royaume Uni et l'utilité du Royaume Uni dans l'UE ; les réponses étaient en majorité favorables. Le Royaume Uni est attractif pour sa capacité à réduire les administrations, pour le bon climat des affaires, pour un taux d'imposition plus faible et la mise en valeur des entrepreneurs. Que faut-il importer du Royaume Uni? le pragmatisme !!

L'Ambassadeur valide que l'économie britannique rebondit, après trois années de forte austérité et de restructuration face à une vraie crise financière et donc économique.

Le point de départ est important, avec un PIB en baisse, le chômage en hausse et un déficit à plus de 11%. David Cameron a fait campagne en 2010 en annonçant des réformes radicales. Il demande un mandat pour agir. La mise en place du nouveau gouvernement apporte un plan très sévère avec la nationalisation de deux banques, acte inimaginable pour un pays dit libéral, une réduction des dépenses publiques de 100 milliards € - ils y sont arrivés à 75% - et une réduction du déficit de 1% par an.

La France a la volonté de réduire ses dépenses de 50 milliards c'est difficile mais faisable : bonne chance !!

Comment s'est fait cette réorganisation permettant ces réductions ?

Le premier champ de travail a été la réduction de coûts. D'abord, 400.000 postes ont été supprimés dans la fonction publique. Les salaires des fonctionnaires ont été gelés et les retraites ont été réduites en allongeant la durée du travail. Tout ceci a été accompagné par



des réformes dans les secteurs scolaire, médical, et carcéral. Là où c'était possible et intéressant, le gouvernement a cédé la gestion de ces secteurs au privé avec un système de paiement au résultat. Le Gouvernement a aussi cédé des services locaux comme par exemple les bibliothèques municipales à des bénévoles motivés.



Le deuxième champ de travail a été monétaire avec une livre basse et un taux au plus bas.

En ce qui concerne les sociétés, le gouvernement a baissé les impôts (20% par rapport à 34% en France), mis en place des crédits d'impôts pour la recherche et le développement, des simplifications administratives pour les

PME, une réduction du coût du travail et une simplification réglementaire : toute nouvelle loi entraîne la suppression de deux anciennes. L'effort avait également pour but de rendre l'investissement en Grande Bretagne attractif et de libérer l'énergie pour l'entrepreneuriat. Tout cela a permis une augmentation de 1.6 millions de postes compensant la suppression des 400.000 postes de la fonction publique.

Concernant le champ industriel ; l'industrie étant en baisse, la stratégie a été d'augmenter l'industrie à travers l'innovation dans des secteurs de technologies nouvelles tels que l'automobile, l'aéronautique, le digital et les composites. Ainsi, aujourd'hui, la Grande Bretagne est le premier producteur automobile en Europe devant la France, l'Espagne et l'Italie.

Un autre champ de travail a porté sur les investissements nécessaires dans le renouvellement des infrastructures, comme par exemple dans le ferroviaire.

Le dernier champ de travail a été de créer une réglementation forte des banques pour éviter une nouvelle crise financière. La banque de détails a été séparée de la banque portant sur les activités spéculatives.

Après trois ans de travail, le nouveau gouvernement a réussi : tous les secteurs sont en croissance et le climat des managers est positif. Certes le déficit est toujours de 7%, c'est encore plus important que la France, le niveau du PIB est en dessous de celui de 2007, cependant les bonnes pratiques sont en place mais l'austérité continue.

Une ombre persiste : l'Europe qui va mal. C'est clairement dans l'intérêt du Royaume Uni de soutenir l'UE puisque 50% des exportations se font vers elle. Cependant, la grande Bretagne veut rester en dehors de l'Eurozone. De ne pas faire partie de l'euro a permis à Banque d'Angleterre une certaine flexibilité face à la crise et en partie le rebond de l'économie de Grande Bretagne et le citoyen britannique en est convaincu.

Le Royaume Uni souhaite une Europe plus harmonieuse économiquement opérant sous de bonnes règles. Le parti de D.Cameron est pour une Europe réformée, plus flexible et plus

visible par les citoyens. Le gouvernement actuel croit en l'Europe, ce qui pour l'instant n'est pas le cas ni des travaillistes ni des libéraux.

Nous remercions vivement Sir Peter Ricketts pour sa présence, son discours intéressant, ses réponses aux nombreuses questions des centraliens, supélecs et membres de France-Amériques présents dans la salle et bien sûr pour son humour, son amabilité et son excellent français.